

- **Nom**
Nevoux
- **Prénom**
Jean
- **Adresse**
25 rue Jules Parent
92500 Rueil-Malmaison
- **Raison sociale**
Rueil Réalités

Informations pratiques

- **Intitulé de l'activité**
Quelle Europe voulons-nous ?
- **Description de l'activité**
Forum citoyen
Partenariat avec les Semaines Sociales de Rueil et le MEF 92
- **Date et heure**
Le 16 octobre 2018 de 20H30 à 22H30
- **Lieu**
Médiathèque de Rueil-Malmaison
- **Nombre de participants**
120
- **Catégories de publics présents**
citoyens de tous âges

- **Nom des intervenants ou des grands témoins s'étant exprimés**
Jerôme Vignon, ancien Directeur à la Commission européenne
André Gattolin, Sénateur 92 et Vice-Président du MEF

Synthèse de l'activité

- **Thèmes évoqués**
 - Les institutions européennes
 - Ce que l'Europe devrait faire
 - L'Europe dans le Monde

En complément un sondage a été proposé aux participants

- **Questions / attentes / problèmes soulevés**
Réponses sondage et analyse

Analyse sondage sur l'Europe

Dans le cadre des « Consultations citoyennes sur l'Europe », Rueil Réalités, en partenariat avec les Semaines Sociales de France- antenne de Rueil et la section de Rueil-Malmaison du Mouvement Européen France, a réalisé un questionnaire distribué lors de la soirée du 11 octobre.

37 questionnaires ont été complétés et analysés, nombre relativement faible par rapport à la participation à la soirée (environ 100 personnes). Il ne faut donc pas surestimer la fiabilité des écarts observés, mais on peut néanmoins tirer quelques observations.

Q1- L'Europe telle que je la rêve : je voudrais....

L'éventail des réponses est très large, la plus citée l'est par 19 personnes, les moins retenues étant citées par 10 personnes.

Les trois souhaits exprimés le plus fréquemment concernent la proximité avec les citoyens, la coopération en matière de défense et de sécurité et la lutte contre le dumping fiscal.

Viennent ensuite l'environnement et le climat, le développement durable et l'émergence d'une véritable citoyenneté européenne.

On peut penser que pour les répondants l'Europe ne joue pas totalement son rôle dans ces domaines.

Q2- Mes priorités pour l'Europe : j'attends de l'Europe qu'elle

Les principales priorités exprimées portent sur les investissements : recherche (21 réponses), infrastructures (17 réponses) et, dans une moindre mesure, industrie (14 réponses). On peut rapprocher la priorité « grandes universités transnationales » (12 réponses) de la priorité « recherche ».

Les autres priorités exprimées sont cohérentes avec les réponses à la question 1 : lutte

contre la pauvreté et agriculture biologique (à rapprocher du développement durable), OTAN européenne (à rapprocher de la défense et de la sécurité).

Les questions ne permettent pas de savoir s'il s'agit de la transposition au niveau européen de préoccupations nationales, ou du constat qu'un pays seul ne peut plus y faire face. En tout état de cause, les réponses expriment le désir d'une plus grande intégration et le sentiment qu'il reste du chemin à parcourir

Q3- Mes attentes pour les institutions

Les principales attentes portent sur la mise en place d'un budget et d'une fiscalité propre à l'Union.

Viennent ensuite des attentes qui portent sur l'organisation et la gouvernance, et qui semblent inspirées du fonctionnement des Etats-Unis : commissaires choisis indépendamment des états, , partis transnationaux, président élu au suffrage universel (direct ou indirect), remplacement du conseil Européen par un Sénat représentant les Etats.

Q4- Quels sont les principaux avantages de l'appartenance de la France à l'Europe ?

L'Euro est largement plébiscitée (29 réponses) et est considéré comme bénéfique pour la France.

La paix entre les peuples, un des fondements de la construction européenne, est aussi considérée comme un des succès majeurs de l'Union.

Les autres points majoritairement cités, la libre circulation, le marché unique et Erasmus sont les aspects qui ont un impact direct sur la vie des personnes et qui sont jugés comme très positifs.

Q5- Quels sont vos principaux reproches à l'Union ?

Les avis sont très nets, les trois premiers reproches rassemblent 82 des 108 réponses possibles : complexité de la prise de décision, absence dans la diplomatie mondiale et fonctionnement opaque. Viennent ensuite le rôle des lobbies (autre façon de formuler le fonctionnement opaque ?) et la gestion de l'immigration.

On notera la quasi absence de reproches quant au transfert de souveraineté (monnaie, budget, frontières).

Q6- Vers quoi souhaitez-vous que l'Europe évolue

En totale cohérence avec les réponses à la question précédente, les souhaits vont vers une Europe-Puissance, qu'elle se dote des attributs d'une puissance avec un gouvernement, un budget, une défense, une diplomatie et un fonctionnement démocratique. Qu'elle soit sur le plan politique à la hauteur de sa dimension économique.

Les limites de l'Europe ne doivent plus être modifiées au moins dans un premier temps. Une refonte et une stabilisation de son mode de fonctionnement sont des préalables indispensables avant tout élargissement.

Q7- Comment êtes-vous informés de l'actualité de l'Europe ?

Pour la très grande majorité l'information sur l'Europe se fait essentiellement à travers les médias nationaux. Cette information est jugée largement insuffisante.

En synthèse

Ceux qui ont répondu au questionnaire et qui ont participé à la consultation ont des sentiments pro-européens très marqués, mais est-ce une surprise dans le cadre d'une consultation citoyenne sur l'Europe qui mobilise les personnes en faveur de l'Europe que ses opposants.

Ils sont très fortement en attente d'une Europe plus intégrée et plus forte disposant de moyens et de pouvoirs comparables à ceux des grandes puissances mondiales.

Annexe

Commentaires libres

- Accélérer la mise en place des coopérations renforcées pour sortir de l'immobilisme.
- Mettre en place une communication directe de l'Union avec les citoyens
- Etendre Erasmus à tous les 18-25 ans

-
- Harmonisation fiscale,
 - Suppression du Conseil européen.
 - Supprimer la PAC,
 - Créer une défense commune par consolidation des budgets de la Défense des nations

• L'Europe est une force extraordinaire qui ronronne un peu trop, une institution trop lourde, trop âgée dans laquelle les jeunes ne s'engagent pas assez

• L'évolution de l'Europe relève du pouvoir et de l'action des élus. Comment faire pour avoir des élus à la hauteur des enjeux ?

• L'histoire de l'Europe est très partiellement enseignée au lycée et collège

-
- Les pouvoirs politiques français ne manifestent pas leur rôle et leur responsabilité au niveau européen et informent peu leurs électeurs
 - Le Secrétaire d'Etat aux affaires européennes est inexistant
 - Où est la volonté européenne de nos élus et dirigeants ?

• L'AFD est en bonne partie un enfant de Merkel.

Trop d'arrogance à l'égard des pays de première ligne, comme la Hongrie, dont on sous-estime la profonde blessure historique. Ceci ne plaide pas du tout pour un retour à la souveraineté nationale à la manière du RN.

- Contrôle impératif commun des frontières de l'Europe.

• Quelles possibilités d'accéder à des informations transnationales ?

• Il y a bien d'autres sujets qui mériteraient d'être mentionnés, ci-dessous quelques exemples parmi beaucoup d'autres :

o Casser la règle de l'unanimité au Conseil ==> chacun défend ses intérêts propres et paralyse l'intérêt général

o Arrêter de financer des pays anti-démocratiques tels que Pologne et Hongrie

o Nos fleurons industriels sont des proies pour USA et Chine. Mener des négociations équilibrées avec ces pays.

Introduire un filtre pour les investissements des pays hors UE.

o Promouvoir un siège permanent de l'Europe à l'ONU.

o Casser le cercle vicieux anti-européen : Les politiques (leur objectif est d'être réélus.

Tout ce qui va mal, c'est la faute à Bruxelles. Tout ce qui va bien, c'est à moi que vous

le devez) ==> les media (grassement financés par les politiques, ne peuvent qu'abonder dans leur sens.

Seul Arte donne des nouvelles européennes.

L'opération "Plus d'Europe à la télé", lancée par Sauvons l'Europe, ne s'est pas traduite par quelques minutes d'info Europe sur les grandes chaînes) ==> Le citoyen (n'entend que du mal de Bruxelles, il veut donc arrêter cette "gabegie") ==> Les politiques satisfaits du résultat, recommencent ce cycle infernal anti-Europe. Il est très important d'agir aux 3 niveaux. Il y a de multiples possibilités : Les Consultations citoyennes sont un bon moyen. Il est très important de leur donner la diffusion et le retentissement mérité. Soulignons les signatures pour l'Europe demandées par Sauvons l'Europe aux élus locaux, très en contact avec leurs électeurs. Les réunions et conférences du MEF et autres associations. Malheureusement l'impact est trop limité aux europhiles.

Des press-release devraient être diffusées en permanence en direction des journeaux nationaux et locaux. Lors des précédentes élections européennes, l'UEF avait demandé un engagement signé des élus nationaux et européens.

o Des évènements européens comme le 9 mai devraient être mis beaucoup plus en valeur.

o Les panneaux routiers et autres annonçant les financements de la commune, de la région, etc, devraient obligatoirement mentionner les financements européens toujours présents et masqués.

- **Pistes de proposition formulées**

Pas de proposition, débat sur les problèmes de l'Europe

Facultatif

- **Commentaires sur le déroulé de la Consultation**

Audience pro-européenne, beaucoup de personnes très au fait des questions européennes-

Compte-rendu détaillé :

Consultation Citoyenne sur l'Europe du 16 octobre 2018

(Evènement labellisé)

Quelle Europe voulons-nous ?

Intervenants : André GATTOLIN, Sénateur, Vice-président de la Commission des Affaires Européennes du Sénat, Vice-président du Mouvement Européen
Jérôme VIGNON, ancien Directeur Général « Affaires Sociales » à la Commission Européenne, ancien Président des Semaines Sociales de France

Introduction

Cette soirée, organisée conjointement par Rueil Réalités, les Semaines Sociales de Rueil, et le Mouvement Européen France (section de Rueil Malmaison), fait partie des « Consultations Citoyennes » initiées par le Président Macron en 2017. Elles visent à rapprocher les instances européennes des citoyens, et la soirée tentera d'aborder les trois sujets suivants :

- Les institutions européennes

- Les domaines dans lesquels l'Europe devrait être plus active
- L'Europe et le reste du monde.

Les interventions de la salle ont pris la forme de questions ou de remarques visant à faire réagir les intervenants. En parallèle, les membres des trois associations organisatrices sont invités à répondre à un sondage, dont les résultats sont diffusés par ailleurs.

Les institutions européennes

Les institutions sont complexes car elles résultent de l'histoire de la construction européenne :

- 1947 : premières réflexions sur la reconstruction de l'Europe
- 1952 : création de la CECA (charbon et acier)
- 1954 : tentative de Communauté Européenne de Défense (échec)
- 1958 : Marché Commun, EURATOM, et création d'un Conseil Européen informel
- 1974 : formalisation du Conseil Européen, création de la Commission Européenne en s'inspirant de la Commission qui gérait la CECA
- 1976 : décision de créer un Parlement Européen élu au suffrage universel direct (premières élections en 1979), institution de la Cour de Justice de l'Union Européenne.

Construite à partir du marché commun, l'Union Européenne a surtout une influence normative et juridique, mais très peu de moyens budgétaires. Le budget concerne surtout la Politique Agricole Commune et la redistribution entre régions. Ce n'est que depuis l'arrivée de M. Juncker à la tête de la Commission que le budget européen a en plus un rôle de financement des investissements. Le budget est voté dans un cadre pluriannuel, sur 7 ans.

Le principal enjeu des institutions tient aux valeurs qu'elles sous-tendent. En particulier, le marché commun n'est pas une fin en soi, mais un outil pour bâtir un modèle de société. De même, l'Europe a parcouru un chemin considérable depuis les pères fondateurs et est devenue, en 50 ans, un sujet politique. Certaines de ses lois portent des enjeux de civilisation et elle a les ressources culturelles et civilisationnelles qui lui permettent de relever les défis auxquels elle fait face, et de jouer un rôle mondial. Ce dernier point est souligné en particulier par le pape François, non européen.

Le risque des prochaines élections est d'amener au Parlement Européen des partis qui bloquent le processus européen par leurs préoccupations de politique nationale. Peut-on rapprocher les institutions européennes des électeurs ? Personne ne sait citer son ou ses députés européens, et le vote à la proportionnelle risque de créer des députés « hors sol ».

L'arrivée au Parlement Européen nécessite un gros travail d'acculturation, qui se fait au détriment du temps passé auprès des électeurs . Par ailleurs, beaucoup de nos élus français n'acceptent pas leurs responsabilités européennes. C'est ainsi que les réalisations financées par des fonds européens en France sont rarement signalées . Peut-on améliorer l'équilibre entre Commission, Conseil Européen et Parlement ? Il faudrait pour cela donner à la Commission un pouvoir d'initiative plus ferme et renforcer les prérogatives du Parlement Européen. Il faudrait aussi que le budget européen soit l'occasion d'affirmer des positions fortes, plutôt que de donner l'impression de reconduire le passé.

Où en est la modification de la Directive sur les Travailleurs Détachés ?

La modification est en cours, mais ce n'est pas une priorité de la présidence actuelle de l'Union Européenne, assurée en ce moment par l'Autriche.

Comment transformer nos regards sur l'Europe ?

L'affaiblissement de la perception européenne tient à la crise grecque et au rôle prépondérant joué par l'Allemagne. Il tient tout autant à l'affaiblissement majeur du rôle de la France en Europe.

Le fait que les médias français ait rendu compte des débats sur le droit d'auteur et de l'accord sur la protection des données personnelles est une bonne chose.

Par ailleurs, il faut souligner la faiblesse de la participation française aux consultations européennes qui précèdent l'élaboration des textes.

Comment les députés européens sont-ils choisis ? Comment expliquer la faible représentation française dans les commissions du Parlement Européen ?

Les candidats députés européens sont choisis par les partis, qui ont eux-mêmes une faible culture européenne. Pour améliorer les choses, on pourrait par exemple exiger de tout candidat député européen qu'il soit bilingue et ait une expérience préalable de l'expatriation.

Cette méconnaissance d'autres cultures explique en partie les difficultés avec les pays de l'est de l'Europe. Ceux-ci ont le sentiment d'avoir été abandonnés en 1947, voient leur adhésion à l'Union Européenne comme une sorte de compensation et ont donc une autre perception de celle-ci que les pays de l'ouest de l'Europe.

Domaines dans lesquels l'Europe devrait être plus active

Un tableau projeté à l'écran rappelle les compétences exclusives de la Commission, celles qui restent du ressort national, et celles qui sont partagées suivant le principe de subsidiarité : la Commission n'intervient que si son action est plus efficace que celle des états.

L'Europe s'est construite sur les marchés. Pourquoi une telle carence dans le domaine social, carence dont profitent des entreprises telles que Ryanair ?

Le problème n'est pas la subsidiarité, mais plutôt la transposition nationale des directives européennes. Les élections européennes et la constitution de la Commission qui les suit sont des moments clés à l'occasion desquels la stratégie européenne est fixée pour 5 ans. Depuis 1995, le choix politique constant a été de sous-estimer les enjeux sociaux.

Par ailleurs, notre modèle social repose sur la redistribution par les Etats de la richesse produite sur place. La dématérialisation des échanges et la délocalisation de la création de richesse par les plateformes de vente en ligne rend ce modèle caduc. De ce fait, les ressources des Etats diminuent, et donc leur capacité de redistribution.

Indépendamment des institutions, il y a un travail de fond à faire sur notre modèle social : la population européenne vieillit, la croissance économique plafonne et le transfert recherche -> technologie -> entreprises et emplois se fait mal. De plus, notre politique concurrentielle, parfaitement adaptée à des échanges de marchandises, devient contre-productive dans une économie globalisée et dématérialisée.

Pourquoi l'Europe ne peut-elle pas imposer un morcellement des grandes entreprises ?

Les appels d'offres européens ne peuvent pas être « morcelés », ce qui renforce les grandes entreprises sans qu'on puisse forcément parler de trusts. L'abus de position dominante est difficile à caractériser et il se fait parfois avec la complicité des pays qui en sont victime (voir les impôts qu'Apple devrait payer en Irlande, que ce dernier pays refuse). En cas de procès, les ressources financières des GAFAs peuvent conduire à un « désarmement juridique » de leurs adversaires par le recrutement de tous les cabinets d'avocats disponibles.

Eurostat montre que, parmi les objectifs du développement durable, la réduction des inégalités est en retard. Pourquoi ?

Les inégalités en Europe sont moindres, ou progressent nettement moins vite que dans le reste du monde. La déception par rapport aux objectifs du développement durable ne doit pas masquer que l'Union Européenne est un projet de paix et de prospérité et constitue un progrès civilisationnel exceptionnel.

Dans chaque domaine, l'Europe a toujours cherché à être plus ambitieuse que la moyenne mondiale, tout en restant compatible avec les autres pays. Le Brexit sera l'occasion pour les Britanniques de voir la différence par eux-mêmes.

Pourquoi les négociations internationales, par exemple les accords commerciaux, sont-elles conduites en secret, au risque de provoquer leur rejet par les parlements nationaux ?

Toute stratégie de négociation efficace nécessite de la discrétion. Par exemple, l'absence d'un « parlement des pays de l'Euro » est un handicap, car les positions préparées par les pays qui ont l'euro sont connues de pays qui n'ont pas l'euro et qui y sont hostiles. Quant aux accords commerciaux, ils sont un bon substitut aux limites des règles de l'OMC.

Pourquoi le processus de décision est-il si long ?

Il ne faut pas sous-estimer le prix de la complexité, surtout quand elle est justifiée.

L'Union Européenne combine un niveau fédéral avec des capacités transverses, et des Etats-nations qui doivent être consultés. Il en résulte de ce fait un processus de décision complexe. Actuellement, ce processus de décision bute sur la politique de l'immigration. Il faudra sans doute une approche différenciée (un groupe de pays, sans couper les liens avec les autres) à l'image de ce qui a été fait pour l'espace Schengen. Cette difficulté à décider tient à la nature des difficultés rencontrées plutôt qu'à l'Union Européenne elle-même.

Notes prises par Patrick Ehrhard